



LE NOUVEL ESPRIT PUBLIC

Philippe Meyer

ISSN 2608-984X

COMPTE-RENDU ANALYTIQUE DE L'ÉPISODE N°452 (26 AVRIL 2026)

SOUTENABILITÉ DU MODÈLE SOCIAL FRANÇAIS ET GUERRE OUBLIÉE EN
UKRAINE

LE MODÈLE SOCIAL FRANÇAIS EST-IL SOUTENABLE, QUAND 56 % TOUCHENT PLUS QU'ILS NE CONTRIBUENT ?

Introduction

Philippe Meyer :

Si les Français se disent toujours très majoritairement attachés à la Sécurité sociale, seuls 20 % estiment recevoir plus du système socio-fiscal qu'ils n'y contribuent, alors qu'en réalité, en 2023, ils étaient 56 % à avoir reçu, en net, plus qu'ils n'ont contribué au titre de la redistribution du modèle social, selon une étude publiée le 16 avril par l'Insee.

L'intervention massive de l'État a permis de contenir les inégalités : avant transferts publics, les 10 % les plus aisés percevaient 26 fois plus que les 10 % les plus modestes. Mais ils n'ont plus que 3,5 fois plus que les moins bien lotis une fois les transferts publics pris en compte. Ils s'opèrent au travers de trois types de canaux : les prélèvements (impôts directs et indirects, cotisations sociales), les prestations sociales ainsi que les transferts sociaux, comme l'éducation ou la santé. Ces 56 % de la population qui reçoivent plus qu'ils ne paient, représentent une moyenne. Si la quasi-totalité des plus modestes sont soutenus par ce modèle, même parmi les 10 % les plus aisés, 1 sur 5 a reçu plus qu'il n'a versé. En effet, parmi ces gens aisés, on compte des retraités cadres dont les pensions sont financées par les cotisations des actifs mais aussi des personnes malades, qui bénéficient du système de santé à redistribution opérée par les pouvoirs publics qui « *rehausse le niveau de vie des ménages au prix*

d'un endettement public » croissant et problématique, note l'Insee, car « *aujourd'hui, la puissance publique distribue plus qu'elle ne prélève* ». En 2023, les ménages ont perçu au total 1.337 milliards d'euros de transferts publics quand ils ont dû acquitter des prélèvements à hauteur de 1.273 milliards. Depuis sa création il y a 80 ans la Sécurité sociale montre les limites de son modèle surtout d'un point de vue financier : alors que les comptes sociaux étaient à l'équilibre jusqu'au début des années 1990 et sur le point d'y revenir avant la crise sanitaire, le déficit de l'ensemble des cinq branches (famille, maladie, retraite, autonomie, recouvrement) a atteint 15,3 milliards d'euros en 2024 (soit 0,6 % du PIB) et devrait dépasser 22 milliards en 2025, un niveau inédit hors période de crise. Ces déficits, mis bout à bout, représentent une « *dette sociale* » qui pourrait dépasser les 180 milliards d'euros en 2028, selon la Cour des comptes. Le vieillissement de la population en est la cause principale. Début 2023, 17 millions de Français touchent une retraite ; mais le ratio entre les Français qui travaillent - et donc cotisent - et ceux qui bénéficient de la solidarité nationale est de moins en moins avantageux. Au début des années 1960, la France comptait quatre travailleurs pour un retraité. Début 2020, ce ratio tombe à 1,5 pour 1, et la tendance ne semble pas près de s'inverser, à moins d'une forte hausse du taux d'emploi, surtout chez les seniors.

Kontildondit

Nicolas Baverez :

Le modèle social français naît en 1945, dans le cadre des réformes de la Libération, avec l'idée de protéger la société contre les fléaux de l'entre-deux-guerres : une vieillesse souvent synonyme de pauvreté, l'absence de couverture maladie, puis la protection contre le chômage. Il a été fondamental pour accompagner le baby-boom et les Trente Glorieuses. À partir des années 1970, avec la fin de la régulation keynésienne et la montée de la mondialisation, l'État-providence s'est considérablement étendu, au point de devenir tentaculaire. Sur 1.770 milliards de dépenses publiques, 900 milliards relèvent des transferts sociaux, soit 34 % du PIB. La France se situe systématiquement au-dessus des autres pays européens : les retraites représentent 14,5 % du PIB contre 12 % dans l'Union, la santé 12,4 % contre 10 %, seule l'aide aux familles étant plus modérée à 2,1 %. La mécanique redistributive fonctionne de manière extrêmement puissante : l'écart entre revenus bruts, de 1 à 26, est ramené de 1 à 3,5 après transferts. C'est une mécanique très égalitaire. La difficulté est qu'elle est devenue insoutenable, notamment parce qu'elle alimente certains des maux qu'elle devait corriger.

La pauvreté a été quasiment éradiquée chez les personnes âgées, avec moins de 4 % chez les retraités, ce qui est souhaitable. En revanche, elle a ressurgi chez les jeunes, autour de 18 à 20 %. Plus largement, les inégalités de statut progressent et près de 10 % de la population se trouve en situation de pauvreté. Le facteur le plus structurant est démographique : en 1945, on comptait six cotisants pour un retraité ; aujourd'hui, 1,6. En 2025, pour la première fois depuis 1945, il y a eu plus de décès que de naissances. L'autre élément déterminant est économique : une croissance inférieure à 1 % en moyenne, une productivité

stagnante depuis dix ans, et un chômage structurel persistant depuis les années 1970.

Le problème financier devient central : il n'y a plus de marges de manœuvre. La dette atteint 3.500 milliards d'euros, dont la moitié relève de la dette sociale, et les engagements de retraite s'élèvent à 12.300 milliards, un niveau vertigineux, dans un contexte de déséquilibre entre bénéficiaires et contributeurs nets, puisqu'aujourd'hui, 56 % des Français sont bénéficiaires nets du système. On peut rappeler qu'en Australie ou en Nouvelle-Zélande, des gouvernements sociodémocrates ont engagé la réforme de l'État-providence en partant de ce constat : six ménages sur dix bénéficiaient massivement du système, tandis que la base contributive devenait trop étroite, rendant l'ensemble insoutenable.

Le dernier déséquilibre, fondamental, tient au poids reporté sur les générations futures, qui devront assumer des dettes et des engagements considérables, tout en étant moins nombreuses et confrontées à des conditions de travail plus difficiles. Il n'y a donc pas d'alternative : il faut réformer avant de risquer une crise financière comparable à celle de la Grèce ou de l'Italie. Ces réformes doivent être conduites intelligemment, sans renoncer à la solidarité. Les pays d'Europe du Nord montrent qu'il est possible de réduire les déficits, abaisser la dette et préserver un État-providence puissant, compatible avec la compétitivité, l'innovation, la transition écologique et le réarmement. Cela suppose un nouveau pacte entre l'État, les entreprises et les citoyens, ainsi qu'entre les générations. Les retraités doivent accepter qu'ils ne peuvent durablement percevoir des revenus supérieurs de 9,5 % à ceux des actifs. Les actifs doivent travailler plus et plus longtemps. Enfin, un effort majeur doit être consacré à la formation des jeunes, condition de la soutenabilité de la solidarité nationale et de son ancrage dans la production, l'investissement et l'innovation.

Marc-Olivier Padis :

Ce qui a alimenté les discussions cette semaine, c'est une note de l'INSEE

proposant une méthodologie nouvelle sur la redistribution, qui fait apparaître ces 56 % de ménages plus bénéficiaires que contributifs. L'étude est intéressante, mais il ne faut pas en tirer des conclusions radicalement nouvelles : elle ne modifie pas le tableau d'ensemble.

Comme cela a été rappelé, les écarts de revenus primaires sont très importants en France et massivement corrigés par la redistribution. Toutefois, ce travail montre qu'il existe un biais de comptabilité : l'INSEE ne compte pas les retraites dans les revenus primaires, sauf pour les retraités disposant de revenus du patrimoine immobilier ou financier, ce qui reste marginal. Si l'on considérait les retraites comme un « salaire différé », comme cela se fait parfois, l'écart passerait de 1 à 23 à environ 1 à 14, ce qui reste élevé, mais très différent. Après transferts sociaux, il est ramené à 3,5 : cela montre que le système fonctionne. Il n'est pas surprenant qu'une partie de la population soit plus bénéficiaire que contributive, car le système français n'est pas strictement contributif : un système contributif suppose que chacun perçoive à proportion de ce qu'il a cotisé. À l'origine, c'était le cas pour les retraites et le chômage, mais le système est devenu de plus en plus redistributif, avec l'introduction de minima et de plafonds. Nous sommes aujourd'hui dans un système mixte, à la fois contributif et redistributif, ce qui explique sa solidité et l'adhésion qu'il suscite : en réalité, tout le monde y trouve un bénéfice.

Ce qui est troublant, c'est l'écart entre perception et réalité : seuls 20 % des Français se perçoivent comme bénéficiaires, alors qu'ils sont plus de la moitié. Si 80 % des gens ont le sentiment d'être perdants dans un système qui redistribue massivement, cela pose un problème de représentation que j'explique mal.

Le débat est en outre faussé sur le plan politique. À droite, on insiste sur le poids des prélèvements et les dysfonctionnements, alors que la redistribution fonctionne bien. Il est légitime de veiller à l'efficacité de la dépense publique, notamment dans la santé, mais il ne faut pas oublier les progrès considérables réalisés, par exemple dans la capacité à guérir des maladies autrefois incurables.

À gauche, on noircit excessivement le tableau, en laissant entendre que plus rien ne fonctionne, alors que le système produit des effets réels en matière d'égalité. Le point le plus préoccupant est le financement par la dette. Un système comme les retraites ou la santé doit être équilibré à l'année : il n'est pas acceptable qu'une partie des dépenses courantes soit financée par l'emprunt. Aujourd'hui, ce n'est plus soutenable. Dans cette perspective, il faut, au moins temporairement, désindexer les retraites de l'inflation. Il n'est pas cohérent que les salaires des actifs ne suivent pas l'inflation alors que les retraites, elles, y sont indexées. C'est impopulaire, mais difficile à éviter, d'autant que les retraites constituent le premier poste de dépense publique. Sur le travail, l'enjeu n'est pas tant la durée globale que les fins de carrière. Les Français travaillent beaucoup en volume annuel, mais il faut réussir à prolonger l'activité de quelques années. Or, beaucoup de salariés se retrouvent au chômage en fin de carrière, y compris ceux qui souhaiteraient continuer. La gestion des fins de carrière, notamment dans les entreprises privées, est donc un point critique. En revanche, revenir sur l'âge de la retraite ferait exploser le système.

Enfin, un autre problème tient aux exonérations de charges sur les bas salaires, qui créent une trappe à bas salaires. Lorsqu'un employeur veut augmenter un salarié gagnant le SMIC, il doit renoncer à des allègements importants, ce qui renchérit fortement le coût. Cela freine les augmentations et maintient de nombreux salariés à un faible niveau de rémunération, avec des conséquences directes sur les revenus des ménages.

Jean-Louis Bourlanges :

Je crois qu'il y a d'abord un point sur lequel nous devons tous être d'accord : on ne peut pas financer des revenus annuels par une augmentation régulière de l'endettement, c'est-à-dire par un transfert aux générations futures. Cela n'a rien à voir avec un investissement productif ; ici, il s'agit clairement de consommation. On distribue de l'argent, cela doit être équilibré, et ça ne l'est pas. L'ajustement

serait coûteux socialement et politiquement, ce qui explique que chacun évite le sujet.

Le système analysé par l'INSEE repose sur trois moteurs : les prélèvements (impôts, cotisations), les prestations et les services publics, intégrés dans les calculs via des dépenses comme la santé ou l'éducation. On peut s'interroger sur l'équilibre de cet ensemble. Sur les impôts, cela fonctionne à peu près. Sur les prestations, il existe des contradictions, notamment avec l'objectif de croissance. La politique du logement social, par exemple, est socialement équitable mais économiquement perturbatrice : elle freine certains investissements et désorganise le marché.

Le troisième élément est le service public, et là il y a une carence majeure : les Français n'en ont pas pour leur argent. Sans accuser telle ou telle catégorie, le système est ankylosé, bureaucratisé, impersonnel, peu évalué et déresponsabilisé. Il en résulte des dysfonctionnements importants, avec des marges d'amélioration évidentes, mais à un coût politique élevé, car toute réforme implique des confrontations. Les réactions syndicales à des projets pourtant modestes le montrent.

Ensuite se pose la question de la dégradation et de ses causes. Les prélèvements produisent des effets pervers, notamment via les effets de seuil. L'accumulation des aides sous condition de ressources crée des trappes à bas revenus, comme cela a été évoqué. C'est un sujet tabou, mais réel. D'où l'intérêt intellectuel des idées d'impôt ou de revenu universel : un prélèvement proportionnel combiné à une allocation uniforme permettrait de lisser ces effets. Ce n'est pas une proposition opérationnelle, mais une piste de réflexion.

Le problème des retraites est central. Il tient à la fois à un départ trop précoce et à des choix démagogiques, comme l'indexation généralisée. Celle-ci bénéficie aussi à des retraités aisés, alors que certains ont des pensions très faibles. Il faudrait différencier : maintenir un effort pour les petites retraites, mais demander un effort aux retraités plus favorisés. Cela reste un tabou, à droite comme à

gauche. Il faut également s'intéresser aux jeunes. L'enjeu n'est pas seulement de faire travailler les seniors, mais aussi les juniors. Or, les transformations liées à l'intelligence artificielle risquent de détruire de nombreux emplois d'entrée sur le marché du travail. On pourrait assister à une concentration accrue des revenus du capital, avec une moindre demande de travail, ce qui renvoie à des analyses proches de celles de Marx sur la paupérisation. Cela pose un problème majeur. Dans un tel contexte, la réponse pourrait passer, contrairement à certaines positions libérales, par une augmentation des prélèvements pour redistribuer ces gains à ceux qui n'ont plus accès à l'emploi. Ce sont des pistes théoriques, mais elles devront être examinées. Enfin, se pose une question de fond : quel modèle d'égalité et d'inégalité voulons-nous ? Raymond Aron soulignait déjà qu'il est difficile de justifier l'inégalité sociale tout en acceptant l'inégalité naturelle. La question est de savoir si les différences de talent doivent se traduire par des différences de revenus.

Le modèle implicite de nos concitoyens semble être celui d'une égalité absolue, c'est-à-dire une incapacité à penser l'inégalité et à définir un niveau d'écart légitime. Comme cette égalité parfaite est inaccessible, elle est remplacée par un mouvement perpétuel de réduction des inégalités, sans horizon atteignable. Cela traduit une difficulté profonde à penser collectivement le type de société que nous voulons.

Nicolas Baverez :

Nous sommes à un moment de rupture : le système est à bout de souffle. Il y a la démographie, le problème de croissance et de productivité, et le problème financier. Je rappelle que la Grèce est partie en défaut, avec des conséquences très lourdes : un PIB en baisse de 25 %, un chômage à 30 %, notamment parce que les retraites représentaient 18 % du PIB. Nous n'en sommes pas là, mais c'est ce type de déséquilibre qui provoque la cassure.

Il faut insister sur la dette. Aujourd'hui, avec le choc pétrolier, la France n'a déjà

plus de marge de manœuvre. Le service de la dette atteindra 65 milliards d'euros cette année, contre 63 pour l'éducation et 57 pour la défense. La dette publique est ainsi devenue le premier budget de la France, et la situation va encore se dégrader avec la remontée des taux. Nous sommes au moment du choix : soit nous réformons ce système sans renoncer à la solidarité, soit nous risquons une crise financière qui imposera des ajustements extrêmement brutaux.

UKRAINE, GUERRE OUBLIÉE

Introduction

Philippe Meyer :

Quatre ans après le début de l'invasion russe, la situation humanitaire en Ukraine demeure critique, alors même que les financements internationaux s'essoufflent. Quelque 10,8 millions de personnes dans le pays ont encore besoin d'une assistance humanitaire, selon les Nations unies. Sur le front, de plus en plus de soldats ukrainiens abandonnent leur position, découragés par des conditions dégradées sur le terrain. Le phénomène a été reconnu mi-janvier par le ministre de la Défense ukrainien, qui a évoqué le chiffre de 200.000 cas. Un aveu inhabituel alors que l'armée est confrontée à une lourde pénurie d'effectifs et que l'horizon de la fin de la guerre semble toujours s'éloigner. Durant l'année 2025, Moscou a conquis environ 4.300 km² de territoire ukrainien. Cette avancée représente moins de 1 % de la taille du pays, mais elle est continue. En prenant en compte ses occupations pérennes depuis 2014, Moscou contrôle aujourd'hui 20 % de l'Ukraine.

La guerre américano-israélienne contre l'Iran, a renvoyé le conflit russo-ukrainien au second rang des priorités de l'administration américaine. Le renchérissement des cours mondiaux du pétrole du fait du blocage du détroit d'Ormuz joue en faveur de la Russie en poussant Washington à assouplir ses sanctions sur le pétrole russe. La menace balistique russe ne fait que s'accroître, car le seul système ayant démontré sa capacité à intercepter les missiles Iskander-M russes est le système Patriot américain, que Washington préfère désormais rediriger vers ses alliés du golfe Persique.

Cette nouvelle donne pourrait permettre à Vladimir Poutine de renforcer le

financement de l'effort de guerre russe. Le choix des cibles visées par l'armée russe a évolué : durant l'hiver, les centrales de production et le système de distribution de l'électricité ont été tout spécialement ciblés, occasionnant de très longues coupures de courant, de chauffage et d'eau dans les centres urbains de l'ensemble du pays. Depuis le printemps, les forces russes ont repris leurs campagnes aériennes en les intensifiant. Les 23 et 24 mars, elles ont lancé dans une frappe prolongée près de 1.000 drones et missiles. Tandis que la Russie mène des frappes contre les infrastructures civiles et énergétiques de l'Ukraine pour affaiblir l'économie et le moral de son adversaire, l'Ukraine tente d'imposer un coût humain exorbitant à l'envahisseur. Portée par l'essor de son industrie de défense domestique, l'Ukraine a changé d'échelle : longtemps limitée à des frappes de harcèlement ou à des opérations symboliques dans la profondeur russe, elle mène désormais une campagne structurée contre des cibles militaires, industrielles et logistiques en Russie. Jeudi, grâce à la levée du veto hongrois, l'Ukraine va pouvoir recevoir 90 milliards d'euros de la part de l'Union européenne.

Kontildondit

Marc-Olivier Padis :

Effectivement, l'action militaire de l'Ukraine a changé d'échelle. Même si la ligne de front semble figée, un basculement majeur est en cours : l'Ukraine change de statut dans le conflit et en Europe en devenant elle-même productrice de ses armes. Elle est en train de s'imposer comme un futur pôle essentiel de la défense européenne.

Aujourd'hui encore en position défensive, elle fait preuve de résilience et d'une grande agilité opérationnelle. Surtout, elle gagne en autonomie dans la production d'armements, offensifs comme défensifs, au point de s'imposer auprès de partenaires européens. Elle a ainsi tourné la page de l'attente d'une protection américaine : elle n'attend plus de garanties de sécurité des États-Unis et organise sa défense en conséquence. Ce basculement est perceptible dans l'opinion comme chez les dirigeants, Volodymyr Zelenskyy ayant lui-même infléchi sa position.

Ce choix s'explique aussi par l'évolution américaine. Le 15 avril, le vice-président J. D. Vance a revendiqué l'arrêt de l'aide militaire à l'Ukraine, l'évoquant comme « *une de ses plus grandes fiertés* ». Dans le même discours, il a défendu la position américaine dans la guerre contre l'Iran, en désaccord avec le pape Léon XIV, illustrant le durcissement de la ligne américaine, et nous rappelant, s'il en était besoin, que Trump n'a pas le monopole de la dinguerie dans cette administration américaine.

Depuis le conflit israélo-américain contre l'Iran, la situation ukrainienne s'est compliquée : elle ne reçoit plus de défense anti-aérienne américaine, notamment les systèmes Patriot, désormais redéployés vers Israël et les alliés du Golfe. En réponse, l'Ukraine développe ses propres capacités. Fin mars, elle a signé des accords de coopération militaire avec le Qatar et l'Arabie saoudite, et un autre est

annoncé avec les Émirats arabes unis, centrés sur la production de drones. Ces partenariats reposent sur un avantage comparatif : une industrie d'armement ukrainienne « *low tech, low cost* », extrêmement réactive, qui améliore en continu ses équipements grâce aux retours du front. Là où certains pays utilisent des missiles Patriot à 3,7 millions de dollars pour intercepter des drones à 35.000 dollars, les Ukrainiens proposent des solutions bien plus efficaces.

Le 14 avril, un accord a également été signé avec l'Allemagne pour développer conjointement des systèmes anti-drones et partager des données militaires afin d'adapter la production allemande aux besoins du terrain. La relation avec l'Europe évolue ainsi profondément : l'Ukraine n'est plus seulement bénéficiaire d'aide, elle devient un partenaire apportant expertise et capacités. Comme l'a résumé Volodymyr Zelenskyy, elle est désormais dans une logique de réciprocité.

Ces nouvelles capacités lui permettent de frapper la Russie en profondeur, notamment ses infrastructures de raffinage ; environ 40 % des capacités d'exportation d'hydrocarbures seraient hors d'usage. L'Ukraine peut produire jusqu'à 10 millions de drones par an, contre 100.000 pour les États-Unis, et développe aussi des drones maritimes et des robots terrestres, qui permettent d'économiser des vies humaines.

En face, la Russie continue d'envoyer des troupes mal équipées et peu formées, après une semaine d'entraînement seulement. La désorganisation s'est accrue avec la suspension de Telegram, outil central de communication militaire. En conclusion, l'Ukraine est en train de devenir une puissance dans la production d'armements, les technologies de combat et le renseignement, appelée à jouer un rôle central dans la future architecture de défense européenne.

Nicolas Baverez :

La guerre d'Ukraine est entrée dans sa cinquième année. C'est un épouvantable charnier, avec plus de deux millions de morts et de blessés, dont la vie est brisée

de manière irréversible. Environ deux tiers de ces pertes concernent la Russie, qui continue pourtant de parler d'« *opération militaire spéciale* », ce qui illustre le caractère mensonger et répressif du régime, à l'égard des Ukrainiens comme de sa propre population.

Pour Moscou, la guerre contre l'Iran constitue une forme de divine surprise. En 2025, malgré des pertes considérables, l'armée russe n'a repris qu'environ 1 % du territoire ukrainien ; aujourd'hui, gains et pertes tendent à s'équilibrer, tandis que les pertes humaines russes augmentent. Ce nouveau contexte lui est favorable : les systèmes Patriot et les missiles THAAD ont été redéployés vers le Moyen-Orient, ce qui a permis à la Russie d'intensifier immédiatement ses bombardements sur les villes ukrainiennes. Dans le même temps, les recettes pétrolières ont doublé, passant de 135 à 270 millions de dollars par jour, et Moscou exploite les divergences croissantes entre les États-Unis et l'Europe, ainsi que les fragilisations de l'OTAN. Trump est en train de réaliser le vieux rêve de Staline.

Un autre élément structurant est l'axe qui se consolide entre la Chine, la Russie et l'Iran, notamment à travers les échanges de drones entre Moscou et Téhéran. Cet alignement offre à la Russie un avantage inespéré. Son principal atout stratégique est aujourd'hui Donald Trump, pivot de la stratégie de Vladimir Poutine pour faire céder l'Ukraine.

Contrairement à l'idée d'un conflit figé, la guerre d'Ukraine est un laboratoire des guerres du XXI^e siècle, combinant plusieurs formes. D'abord une guerre de type 14-18, avec tranchées et champs de mines sur plus de 2.000 kilomètres de front. Ensuite une guerre futuriste, marquée par le rôle décisif de l'espace et de Starlink, ainsi que par l'usage massif des robots : environ 80 % des pertes russes seraient liées à des frappes automatisées, tandis que l'Ukraine prévoit de produire 7 à 8 millions de drones cette année, contre 3.000 commandés par l'armée française. Troisième dimension, la guerre de terreur contre les populations civiles, caractéristique des opérations russes. Enfin, une guerre

hybride contre l'Europe, faite d'ingérences, de manipulations et de déstabilisation.

Ces fronts multiples s'inscrivent dans une même dynamique stratégique : une confrontation menée par la Chine, la Russie et l'Iran contre les démocraties, avec une Amérique dont l'attitude contribue à fragiliser l'Europe. L'Iran bénéficie notamment d'un appui militaire et de renseignement russo-chinois, sans lequel certaines frappes contre des cibles américaines n'auraient pas été possibles. Pour les Européens, les conséquences sont claires : nécessité d'une Europe plus souveraine, mieux armée, et d'un soutien renforcé à l'Ukraine. Le déblocage de 90 milliards d'euros constitue à cet égard une avancée importante. L'Ukraine a profondément changé de statut militaire : elle est aujourd'hui, d'un point de vue opérationnel, la meilleure armée d'Europe. Son industrie de défense est extrêmement innovante, et elle exerce désormais un leadership mondial dans le domaine des drones, devenus centraux dans les conflits contemporains. Il faut faire de cette guerre, aussi tragique soit-elle, un laboratoire de la souveraineté européenne, pour éviter deux risques : la vassalisation par une Amérique imprévisible, ou un nouveau partage du monde entre les grandes puissances, à la manière d'un Yalta entre les États-Unis, la Russie, voire la Turquie.

Jean-Louis Bourlanges :

Je suis un peu embarrassé, car tout a été dit. Je me contenterai d'en tirer quelques enseignements. Le premier point est que cette guerre d'Iran est une très mauvaise affaire pour l'Ukraine. Le choix de Donald Trump de prioriser le conflit avec l'Iran est irrationnel : il a mobilisé des moyens considérables sur un théâtre où la menace n'était pas existentielle, alors que la survie de l'Ukraine comme nation libre l'est réellement. Israël fait face à une hostilité radicale, mais dispose d'une dissuasion nucléaire qui rend sa situation incomparablement plus solide que celle de l'Ukraine.

Ce choix a eu deux effets immédiats : il a permis à la Russie de desserrer l'étau

économique, grâce à la hausse des prix des hydrocarbures, et il a détourné vers le Moyen-Orient des flux d'armes indispensables à l'Ukraine. Il faut ajouter un troisième effet, politique : le ressentiment de Trump à l'égard des Européens. Si cette stratégie échoue, il cherchera des boucs émissaires, et l'Europe, déjà méprisée, constituera un coupable idéal, ce qui risque d'affaiblir durablement la relation transatlantique et l'OTAN.

On mesure aussi une dépendance troublante à des acteurs privés comme Elon Musk : le rôle de Starlink a été décisif pour les succès ukrainiens. Cette situation, où des individus peuvent influencer sur des équilibres stratégiques, bouscule une vision classique des relations internationales fondée sur les États. Sur l'Ukraine elle-même, la surprise majeure reste sa capacité de résistance. Beaucoup pensaient que l'armée ukrainienne s'effondrerait rapidement ; il n'en a rien été. Très tôt, il fallait comprendre que l'Ukraine n'était pas seulement *bénéficiaire*, mais aussi *pourvoyeuse* de sécurité pour l'Europe. Jusqu'à présent, elle jouait un rôle de paratonnerre : l'agressivité russe se concentrait sur elle, épargnant le reste du continent. Aujourd'hui, ce rôle évolue profondément. La guerre accélère l'innovation militaire et l'Ukraine a bouleversé les équilibres. Malgré des fragilités réelles — corruption persistante, difficultés de mobilisation, pratiques d'évitement du service militaire — l'efficacité de son effort de guerre est impressionnante. Elle devient un acteur majeur de sécurité et propose désormais son expertise, notamment à des partenaires du Golfe, dans une logique de réciprocité qui répond aussi à l'humiliation subie à Washington par Volodymyr Zelenskyy. Mais cette dynamique ne doit pas masquer ses faiblesses structurelles : une démographie défavorable, une mobilisation incomplète, une diaspora importante. Ceux qui combattent le font dans des conditions extrêmement dures et subissent des taux d'attrition élevés. Ils doivent être soutenus.

Dès lors, la responsabilité européenne est centrale. La levée du veto hongrois permettant l'aide à l'Ukraine est une avancée nécessaire. Au-delà du Moyen-Orient, c'est bien en Ukraine que se joue l'avenir stratégique du continent. C'est

une épreuve décisive : la capacité des Européens à tenir dans la durée, à consentir les efforts nécessaires, et à éviter des bouleversements politiques internes qui fragiliseraient leur engagement. La question est simple : l'arrière tiendra-t-il pendant que le front résiste ? C'est de cela que dépend l'avenir de l'Europe.